

Observatoire des multinationales

Rapport d'activités 2023/2024

Un média de veille et d'investigation sur les grandes entreprises et plus largement les pouvoirs économiques, y compris leurs relations avec les pouvoirs politiques.

Un centre de ressources et un pôle d'appui au service des médias et de la société civile.

Un laboratoire d'idées sur les grandes entreprises, leur pouvoir et leurs responsabilités.

au service de **changements concrets** sur les **enjeux de fond**

Un projet unique au service du droit à l'information et de la démocratie économique

L'Observatoire des multinationales est une **association** qui a pour objectif, selon ses statuts, de « *développer et de promouvoir une information indépendante sur les grandes entreprises et plus généralement sur les pouvoirs économiques, ainsi que sur les relations entre pouvoirs économiques et le pouvoir politique, afin de nourrir le débat démocratique* ».

L'Observatoire des multinationales est aussi un **média**, bénéficiant en France du statut « Informations générales et politiques » octroyé par la Commission paritaire nationale des publications et agences de presse. À ce titre, il publie ses propres enquêtes, seul ou avec des partenaires français et internationaux, pour documenter les abus et/ou dans une optique de proposition et de changement concret.

Enfin, l'Observatoire est un centre de ressources au **service des divers acteurs** (journalistes, élus, syndicalistes, étudiants, activistes, simples citoyens) **qui ont besoin de comprendre les multinationales et leurs pratiques**, en proposant des appuis ponctuels, en organisant des formations, en mettant à disposition des outils et plus généralement en oeuvrant pour le droit à l'information sur les multinationales et les pouvoirs économiques.

Notre vision politique

L'Observatoire des multinationales inscrit son action dans le cadre d'une vision que l'on peut synthétiser par le terme de « démocratie économique ». Cette démocratie économique comprend :

* **L'intégrité démocratique des décisions publiques en matière économique**, à travers un vrai débat contradictoire et informé, protégé de la capture par des intérêts privés (ou publics-privés), tenant compte des limites écologiques et des libertés et droits fondamentaux, individuels comme collectifs.

* **La démocratie au sein des entreprises elles-mêmes** et des autres entités économiques (droits syndicaux, voix des salarié.e.s, etc.).

* La protection et la promotion du **pluralisme des formes d'organisation économique** : secteur public, coopératives, économie sociale et solidaire, économie locale, communs, mais aussi petites et moyennes d'entreprises à protéger de la subordination aux multinationales.

Nos modes d'action : du journalisme, et plus que du journalisme

Investigation

Notre principal mode d'action est la production de grandes enquêtes, sous la forme de rapports ou de séries d'articles. Nous avons fait le choix de nous concentrer sur un petit nombre de grandes investigations inscrites dans une perspective de changement, *a minima* en portant des propositions concrètes de régulation, et si possible en les concevant comme un point de départ pour un processus politique plus large sur la durée, dans une démarche de construction d'alliance avec des élus et d'autres acteurs. Ces enquêtes sont très souvent menées en partenariat avec d'autres organisations ou médias français et européens.

Veille citoyenne et données sur le CAC40

Basé en France, l'Observatoire des multinationales travaille prioritairement – mais pas exclusivement – sur les grandes entreprises françaises, leurs pratiques, leurs impacts et leurs relations avec les autorités publiques nationales – sans négliger pour autant les dimensions européenne et internationale. Nous assumons le rôle de « veilleur citoyen » ou de « contre-pouvoir » (*watchdog* en anglais) sur les multinationales françaises. Cela se traduit notamment par notre publication le « véritable bilan du CAC40 » et plus généralement par la production de données et d'analyses globales sur les grandes entreprises françaises. C'est également dans ce cadre que s'inscrit notre travail de veille et suivi de l'actualité (brèves, newsletter).

Formations et appuis ponctuels aux journalistes et acteurs de la société civile

Au service des acteurs de changements, l'Observatoire des multinationales est à disposition des journalistes et des acteurs de la société civile qui en ont besoin. Il leur offre des appuis ponctuels, soit sur une base volontaire, soit sous la forme de prestations de services. Plus largement, il contribue à diffuser la connaissance des sources, des méthodes et des outils qui permettent de trouver de l'information utile sur les grandes entreprises et leur lobbying, à travers par exemple l'organisation de formations.

Promouvoir le droit à l'information sur les multinationales

L'Observatoire des multinationales n'est pas une organisation de plaidoyer ou de campagne, mais il a néanmoins vocation, par des interventions publiques, à promouvoir le droit à l'information et à alerter sur les multiples obstacles qui s'y opposent (procès baillonnés, secret des affaires, recul de la transparence, concentration des médias...).

Livres et autres formes de contribution au débat public

Au-delà de ses publications propres, l'Observatoire des multinationales a également pour rôle d'encourager et alimenter le débat intellectuel, médiatique et politique sur les multinationales et leur pouvoir. Ce qu'il fait par exemple à travers l'organisation d'événements (ateliers, conférences), des interventions publiques diverses, ou encore la publication de livres ou autres publications de fond.

Notre audience

L'Observatoire des multinationales a pour spécificité de diffuser ses publications par plusieurs canaux à la fois :

- directement via son site web observatoiredesmultinationales.org, sous la forme d'articles ou de rapports. Il a reçu 1,2 millions de visites en 2023, en progression de 15% par rapport à l'année précédente.
- à travers des partenariats avec des médias ou des organisations de la société civile qui (re)publient ses contenus et/ou les portent auprès des décideurs.
- à travers la couverture de ses publications par des médias français et internationaux. Les publications 2023-2024 de l'Observatoire ont ainsi fait l'objet d'articles, entre autres, dans *Le Monde*, *Libération*, *Mediapart*, *Blast*, *Streetpress*, *Au Poste*, *Reporterre*, *L'Humanité* France Culture, France Inter, France Télévisions... et font régulièrement l'objet de dépêches AFP. Voir la page dédiée de notre site pour un aperçu plus complet.
- via les réseaux sociaux : 9500 abonnés sur Twitter, 12000 sur Facebook, 1330 sur Instagram.
- en personne, à travers nos activités, nos formations et nos événements.

Nos principales activités et réalisations en 2023 et 2024

Les portes tournantes : enquête sur le grand mélange des genres public-privé

En juin 2023, nous avons lancé une initiative sur les portes tournantes. Centrée sur une nouvelle page spéciale de notre site web, régulièrement alimentée par de nouveaux articles et analyses, cette initiative veut mettre en lumière le caractère systémique des portes tournantes public-privé, au-delà des scandales ponctuels, et en quoi elles nuisent à notre démocratie. Nous y montrons en particulier que loin d'être le signe d'une plus grande ouverture à la société civile et au monde de l'entreprise, la plupart des portes tournantes illustrent au contraire la constitution d'un entre soi entre les responsables publics d'un côté et le monde du lobbying et des organisations industrielles de l'autre. Nous avançons à cette occasion des propositions spécifiques pour encadrer ces échanges publics-privé, que nous avons présentées dans le cadre de la commission d'enquête sénatoriale sur les relations entre TotalEnergies et l'Etat français. Nous faisons aussi régulièrement vivre cette page à travers des "alertes portes tournantes" sur les réseaux sociaux.

<https://multinationales.org/fr/enquetes/les-portes-tournantes/>

Nos formations

En 2023-2024, l'Observatoire des multinationales a formé plus de 60 personnes - journalistes, salariés d'ONG, militants associatifs - à l'enquête sur les multinationales et sur le lobbying, à travers des formations ouvertes et des sessions taillées sur mesure pour certaines organisations.

Socfin : le comm des entreprises, la vérité du terrain

Du Cameroun à la Sierra Leone en passant par le Cambodge, les plantations de la Socfin – détenue en partie par le groupe Bolloré - sont depuis des années au centre des critiques. La journaliste nigériane Elfredah Kevin-Alerechi est allée sur le terrain, à la rencontre des communautés affectées par sa plantation d'Okomu, dans une région isolée du sud du Nigeria. Comme les autres plantations de la Socfin, elle alimente les marchés européens en caoutchouc et en huile de palme. En contrepoint de ce reportage, nous avons publié une analyse d'Audrey Travère sur la manière dont la Socfin essaie, depuis 2017, de redorer son image, sans trop de résultats sur le terrain.

<https://multinationales.org/fr/enquetes/socfin-des-plantations-sous-le-feu-des-critiques/>

Des métaux critiques pour quoi et pour qui ?

Fin 2023, l'Union européenne adoptait la loi sur les minerais critiques, Critical Raw Materials Act, dont l'objectif affiché est de donner un nouvel élan à l'industrie minière pour assurer notre approvisionnement en métaux nécessaires à la transition énergétique. Derrière ces beaux discours, la loi européenne fait la part belle aux intérêts des géants des mines, de l'aéronautique et de l'armement. Notre enquête révèle le lobbying agressif des industriels pour influencer le contenu de cette législation, jusqu'à l'amener très loin des objectifs climatiques affichés de l'Europe.

<https://multinationales.org/fr/enquetes/du-sang-sur-le-pacte-vert/>

Le vrai visage des multinationales « vertes »

Les grandes multinationales de l'énergie se présentent de plus en plus comme « vertes », en cherchant à nous faire croire qu'elles seraient à l'avant-garde de la transition énergétique. En réalité, ces entreprises ont surtout détourné la transition pour protéger leurs profits. Enquête réalisée dans le cadre du réseau ENCO.

<https://multinationales.org/fr/enquetes/les-multinationales-vertes-demasquees/>

Goliaths, le podcast de l'enquête sur les multinationales

En collaboration avec Radio Parleur, l'Observatoire des multinationales lance « Goliaths », le podcast qui lève le voile sur les multinationales et donne la parole à ceux.celles qui se battent pour montrer leur vrai visage. « Goliaths » se veut un podcast sur la face cachée des multinationales, mais aussi sur ceux et celles qui se battent pour montrer cette face cachée, souvent face à de multiples difficultés et obstacles. Car leurs beaux discours cachent des réalités souvent peu glorieuses : corruption, travail forcé, pollutions... Avec leurs services communication bien rodés, et leurs services juridiques parés au combat au moindre article de presse, elles sont prêtes à tout pour maintenir l'illusion et réduire les critiques au silence. De sorte qu'enquêter sur les multinationales et mettre en lumière leurs abus relève souvent du sport de combat. Le premier épisode de cette première saison porte sur Total en Ouganda, le second sur Vinci au Qatar et le dernier sur les aides publiques en France.

<https://multinationales.org/fr/actualites/goliaths-le-podcast-de-l-enquete-sur-les-multinationales>

Comment mettre une major pétrogazière hors d'état de nuire

Le choix de maintenir tel quel le pouvoir économique et politique des grandes majors pétrogazières, qui leur permettent de bloquer toute action climatique ambitieuse et d'en répercuter les coûts sur les autres, mène à une impasse. Il est temps de passer à autre chose. Mais à quoi ? C'est ce que nous nous risquons à explorer dans une étude réalisée pour 350.org, dont l'objectif n'est que de lancer un débat qui nous semble, en réalité, incontournable. Réguler, démocratiser, nationaliser, démanteler... Nous explorons différentes options, en nous basant autant que possible sur des précédents historiques ou juridiques, et sans éviter les questions difficiles. Nous ébauchons même ce à quoi pourrait ressembler ce qui resterait du groupe TotalEnergies à l'avenir, après sa sortie des énergies fossiles. Nos propositions pourraient être taxées de « politique fiction » ou d'utopie. Pourtant, face à la crise climatique, il n'est pas d'autre action que « radicale », au sens étymologique d'agir à la racine. Nous avons eu l'occasion de présenter nos conclusions dans le cadre de la commission

d'enquête sénatoriale sur les relations entre TotalEnergies et l'Etat français, puis à nouveau à l'occasion de l'AG annuelle du groupe.

<https://multinationales.org/fr/enquetes/totalenergies-comment-mettre-une-major-petrogaziere-hors-d-etat-de-nuire/>

Davos ou la consécration des monopoles

Taxer les super-riches, c'est bien. S'attaquer à la source même de leur fortune indécente, c'est encore mieux. Et c'est ce que propose un nouveau rapport d'ONG européenne, diffusé en France par l'Observatoire des multinationales, qui montre comment les milliardaires et les multinationales mettent à profit leur pouvoir de monopole pour s'arroger des marges toujours plus élevées, aux dépens de tout le monde.

<https://multinationales.org/fr/enquetes/davos-au-bonheur-des-monopoles/>

Intelligence artificielle et lobbying

Les technologies d'IA suscitent fascination et convoitise. Les start-ups européennes spécialisées dans l'intelligence artificielle, comme Mistral AI en France ou Aleph Alpha en Allemagne, ont réussi à s'attirer rapidement le soutien de leurs gouvernements, soucieux de soutenir des champions nationaux dans un domaine monopolisé par les Etats-Unis ou la Chine. Mais au profit de qui au final, et les prétendus champions européens n'ont-ils pas surtout agi en faux nez des GAFAM ? Nous avons mené l'enquête avec nos partenaires allemands de LobbyControl.

<https://multinationales.org/fr/actualites/mistralai-alephalpha-gafam-ai-europe>

Bilan du plan de relance : 100 milliards d'euros pour quoi faire ?

En 2020, en pleine épidémie de Covid-19, Emmanuel Macron annonçait en fanfare un grand « plan de relance » à 100 milliards d'euros, abondé par des fonds européens. À l'époque, l'Observatoire des multinationales alertait sur le risque que ces sommes apparemment conséquentes ne changent pas grand chose à nos enjeux sociaux, écologiques ou industriels, et finissent surtout dans les coffres des grandes entreprises - qui bénéficiaient déjà d'aides publiques massives encore augmentées sous prétexte de crise sanitaire (voir notre initiative [Allô Bercy](#)). Il était grand temps de faire le bilan, et il n'est guère reluisant. Les deux tiers des fonds ont été dans les poches du secteur privé (et encore, de manière largement non ciblée). Les services publics n'ont eu que 7% et les aides sociales 0,7%.

<https://multinationales.org/fr/enquetes/plan-de-relance-100-milliards-d-euros-et-une-opportunite-ga-chee/>

Survivre à TotalEnergies

TotalEnergies cherche à justifier ses projets pétroliers en Ouganda en prétendant qu'ils aident la cause des femmes. Agatha Allain a été poser la question sur place aux premières concernées, qui témoignent d'une réalité bien différente. Son enquête montre comment, très loin des prétentions affichées par TotalEnergies de lutter contre les discriminations, voire de contribuer à l'émancipation des femmes, les projets pétroliers ont eu pour conséquence concrète d'empirer leur situation de nombreuses manières. Les femmes n'ont pas eu accès à la compensation qui leur était due parce que TotalEnergies s'est contenté de mesures superficielles, voire paternalistes. Suite aux relocalisations, les femmes ont eu beaucoup plus de mal à assurer leurs rôles traditionnels, qui n'ont vraiment pas été pris en compte dans les politiques de compensation. Enfin, l'arrivée de grandes quantités de nouveaux travailleurs masculins a créé un environnement plus dangereux pour les femmes, exposées à des violences et des abus sexuels.

<https://multinationales.org/fr/enquetes/survivre-a-eacop/>

Le réseau libertarien et ultraconservateur américain qui veut imposer ses idées en France et en Europe

Quel est le point commun entre le Brexit, le Climategate, les élections de Trump et Milei... .. et en

France des organisations comme l'Ifrap ou l'Institut de formation politique où se côtoient droite et extrême-droite ? Réponse : Atlas Network, un puissant réseau américain de think tank libertariens spécifiquement organisé pour mener la bataille des idées et qui a déjà de nombreuses victoires à son actif.

<https://multinationales.org/fr/enquetes/le-reseau-atlas-la-france-et-l-extreme-droitisation-des-esprits/>

Nos thèmes

Les six thématiques suivantes constituent à la fois nos axes de travail prioritaires et les domaines dans lesquels l'Observatoire possède une expertise unique :

- **Le droit à l'information** en matière économique – autrement dit tous les obstacles qui s'opposent à une information éclairée sur les multinationales dans le cadre d'un débat démocratique ouvert et contradictoire, depuis le secret des affaires jusqu'à la concentration des médias.
- **Le climat et le « greenwashing »** – autrement dit le suivi des pratiques réelles des grandes entreprises françaises, et notamment de la major pétrolière TotalEnergies, en matière de climat au-delà de leurs beaux discours, et le décryptage des « solutions » mises en avant par les industriels.
- **Le lobbying et l'influence** – mettre en lumière et expliquer les stratégies d'influence des milieux d'affaires dans toute leur globalité, qui leur permettent de capturer les décisions politiques et de s'opposer au changement.
- **Les multiples formes de soutien de l'État aux grandes entreprises** – aides publiques, fiscalité accommodante, soutien politique, libéralisations forcées... – qui ne cessent d'augmenter, le plus souvent sans transparence, au détriment du financement des services publics et des aides sociales.
- **La remunicipalisation et les alternatives locales** – les défis contemporains requièrent une relocalisation de l'économie qui va à l'encontre des intérêts des multinationales, d'où le besoin de rouvrir le champ des possibles.
- **La concentration et les oligopoles** – la place croissante prise par les multinationales dans tous les secteurs d'activité leur permet d'imposer leurs conditions à tous les autres (consommateurs, autres acteurs économiques, pouvoirs publics), comme l'illustre de manière exacerbée l'essor des nouveaux monopoles numériques.

S'y ajoutent deux thèmes complémentaires qui sont centraux dans notre activité, mais sur lesquels, au contraire des précédents, l'Observatoire intervient plutôt en soutien d'autres acteurs associatifs ou syndicaux dont c'est le cœur de métier : **le rôle du droit** – rôle positif à travers les efforts en cours pour mettre fin à l'impunité juridique des multinationales, ou rôle négatif avec l'arbitrage international lié à l'investissement et les accords commerciaux internationaux – et **les droits et libertés des travailleurs** en France et à l'étranger.

Notre organisation et nos finances

Gouvernance

L'association Observatoire des multinationales est gérée de manière collégiale par un conseil d'administration (sans bureau). Les membres du conseil d'administration sont des personnalités issues d'organisations de la société civile, du monde de la recherche et des entreprises qui apportent leur expérience et leur expertise sur nos diverses thématiques de travail, depuis le droit jusqu'aux questions de lobbying ou de fiscalité.

Le conseil d'administration est composé de (au 1er septembre 2024) : association Alter-médias

(membre fondateur), Marielle Benchehboune, Michel Capron, Régis Essono, Jean-Philippe Foegle, Marie-Laure Guislain, Lamia Oualalou, Mathieu Paris, Olivier Petitjean, Martin Pigeon, Jeanne Planche, Dominique Plihon, Alexis de la Tour du Pin.

Le conseil d'administration est responsable des décisions en matière de budget, de ressources humaines, de grandes orientations stratégiques, de grands projets et de partenariats.

L'équipe de l'association – composée au 1er septembre 2024 de deux salariés auxquels s'ajoutent des collaborateurs extérieurs (pigistes) et des stagiaires – est responsable de la gestion éditoriale du site, sous l'autorité du directeur de publication Olivier Petitjean.

L'adhésion à l'association est ouverte au public, soit au sein d'un collège de membres soutiens, soit – par cooptation – au sein du collège des membres actifs.

Budget

Pour 2023, le budget de l'Observatoire s'élevait à environ 140 000 euros. À ce stade, le budget prévisionnel 2024 prévoit un niveau supérieur de recettes et de dépenses, autour de 190 000 euros..

Les recettes 2023 proviennent pour 42% de fondations (Charles Léopold Mayer, Un monde par tous), pour 15% de ressources provenant du réseau ENCO, pour 25% de dons de lecteurs et pour 18% de prestations et partenariats divers.

Les dépenses 2023 ont été consacrées pour 60% à des rémunérations directes (salariés, stagiaires), pour 21% à la rémunération de prestataires (graphistes, traducteurs, etc.), pour 13% en frais de fonctionnement divers, et pour 6% à des dotations aux amortissements.

Notre histoire

L'Observatoire des multinationales a été créé en **octobre 2013** dans le giron de l'association Alter-médias, éditrice du média en ligne *basta !* (basta.media). Il a été lancé avec la publication de deux grandes enquêtes, l'une sur un grand barrage d'Engie au Brésil et l'autre sur Veolia et la privatisation de l'eau en Inde. Dans la foulée, nous avons conclu notre premier partenariat avec les Amis de la Terre autour des « prix Pinocchio » (des pires multinationales de l'année) et lancé la première analyse de données sur les dividendes et les rémunérations patronales du CAC40.

D'abord conçu comme un pôle d'investigation et un média spécialiste au service du projet général d'Alter-médias, l'Observatoire des multinationales s'est petit à petit autonomisé et a développé des modes d'action et des formats de publication spécifiques, notamment des rapports experts en partenariat avec des organisations de la société civile, par exemple sur le mouvement de « remunicipalisation » dans le monde. La COP21 organisée à Paris **fin 2015** a été l'occasion de plusieurs publications phares, comme le « Lobby Planet spécial COP21 » en partenariat avec d'autres organisations françaises et internationales, ou encore une étude avec le Basic sur les véritables politiques climatiques des grandes entreprises françaises.

2016 et 2017 sont marquées par le lancement du réseau ENCO – réseau européen des observatoires des multinationales – dans la foulée d'une publication collective sur les enjeux de l'information sur les multinationales. Parallèlement, l'Observatoire a poursuivi son travail de fond sur les enjeux climatiques et le rôle des entreprises et pouvoirs publics français dans ce domaine, avec notamment

une analyse de la « stratégie climat » de Total et une enquête sur les financements publics français aux énergies fossiles.

L'année **2018** a été particulièrement fertile, avec le lancement de la première édition du « véritable bilan annuel du CAC40 » - un tableau complet, à partir des données publiquement disponibles, des pratiques des grandes entreprises françaises en matière financière, mais aussi sociale, environnementale ou politique. L'année verra aussi la publication d'un rapport important avec les Amis de la Terre sur le lobbying auprès du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat, qui mènera à des progrès concrets en termes de transparence, ainsi que celle des « Pharma Papers ». Sans oublier le combat mené avec d'autres contre la directive sur le secret des affaires.

2019 a notamment été l'occasion de faire un bilan du travail mené depuis des années avec des ONG françaises sur la responsabilité juridique des multinationales, à travers la publication du livre *Devoir de vigilance*.

2020, année du Covid-19, nous a forcés à réorienter radicalement nos thématiques de travail. Dès le printemps 2020, nous nous sommes penchés sur le lobbying des grandes entreprises en temps de pandémie et nous avons lancé notre initiative « Allô Bercy » sur les aides publiques massives débloquées à cette occasion. Dans le même temps, nous avons aussi continué à travailler la question des alternatives locales aux multinationales à travers la publication « Villes contre multinationales » et notre participation à une grande publication collaborative sur la remunicipalisation et les services publics.

En **2021**, en plus de poursuivre et développer notre travail sur les aides publiques aux entreprises, nous avons mené plusieurs travaux importants sur les enjeux d'influence et de lobbying qui ont connu un écho très important et consolidé notre statut de référence sur ces questions en France : sur l'opposition des industriels aux propositions de la « convention citoyenne pour le climat », sur les liens entre Total et l'Etat français, et notamment son appareil diplomatique, et enfin sur la préparation de la présidence française du Conseil de l'UE.

Dans le même temps, nous avons engagé le processus qui a mené au nouveau départ de **septembre 2022** : une refonte totale de notre site pour mieux refléter la nature de notre travail, et la constitution d'une association autonome, distincte d'Alter-médias, afin de donner un nouvel élan à notre projet et lui permettre de continuer à se développer dans les meilleures conditions.